

Verdir le Capitalisme, Tranquillement : Sept Types d'Organisations Conduisant à « la Révolution Nécessaire »

Article initialement publié dans « The Cadmus Journal » le 16 juin 2017 par

Michael Marien

Michael Sales

Résumé

En 2008, Peter Senge et al. ont écrit que la bulle de l'ère industrielle se terminait et que - notamment en raison du changement climatique - une «révolution nécessaire» s'imposait pour créer un monde florissant durable dans les décennies à venir. Depuis lors, de nombreuses organisations commerciales ont évolué vers la durabilité dans une certaine mesure, et de nombreuses autres organisations ont vu le jour, principalement des organisations à but non lucratif, pour aider les entreprises et/ou les inciter à poursuivre des stratégies éthiques.

Ce rapport qui explique comment la révolution se déroule, cartographie brièvement quelque 150 organisations qui conduisent le verdissement du capitalisme, et les regroupe en plusieurs catégories significatives : les groupes dirigés par des entreprises, les groupes éthiques, les groupes comptables élargis, les organisations de certification, les groupes d'investissement vert, les consultants en développement durable et les groupes d'édition écologique.

Chacun de ces groupes est important pour faciliter la révolution - en particulier ceux qui promeuvent : la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE), des pratiques comptables plus larges, la certification et l'investissement vert. Parmi les groupes qui renseignent leurs débuts, l'année médiane de démarrage est 2003, soit un doublement en 13 ans.

Cette révolution qui semble certainement bien engagée, conduit à une compétition entre le capitalisme vert (ou durable) du XXI^e siècle, évaluant dans une certaine mesure le triple résultat Personnes / Planète / Profit, et le Capitalisme de l'ère industrielle du XX^e siècle adhérant à une seule ligne et à des mesures comptables étroites.

Toutefois, la révolution est une révolution tranquille sous-estimée, en raison de la fragmentation et du manque de leadership. Il est à espérer, qu'à condition qu'il soit bien diffusé et largement débattu - le rapport de janvier 2017 de la Commission des affaires et du développement durable, intitulé « De meilleures affaires dans un monde meilleur », présentera une solide analyse de rentabilité gagnante pour la poursuite des 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unies - qui pourrait donner un grand coup de pouce à cette nécessaire révolution. En retour, cela pourrait stimuler le système plus large de plus de 1 500 organisations liées au développement durable, identifiées en page 329 de « l'Ébauche provisoire du Guide sur la sécurité et la durabilité » d'Avril 2017.

Nous n'avons pas encore gagné la lutte pour la durabilité dans notre ère de grande incertitudes et de dangers qui vont en s'intensifiant. Cependant grâce aux villes et aux entreprises responsables qui prennent les devants, et à une pensée plus horizontale qui inclut une large prise en compte des questions de sécurité ; la révolution nécessaire peut devenir plus visible, et ainsi passer à la vitesse supérieure.

1. Introduction

Dans ses travaux réfléchis et importants de 2008, « *La Révolution nécessaire : Travailler ensemble pour créer un monde durable* » ; [1](#) Peter Senge du MIT et quatre de ses collègues ont fait valoir que

la « bulle étendue » de l'ère industrielle touche à sa fin, en ce qui concerne l'énergie, l'alimentation, le gaspillage de matériaux, la croissance mesurée en PIB, l'organisation et les priorités sociétales.

La seule question, concluent-ils, est de savoir quand et comment, sachant que l'effondrement pourrait se produire rapidement.

La réduction des émissions de gaz à effet de serre et la création d'un monde durable et florissant pour la vie, au-delà de l'ère industrielle dans les décennies à venir, constituent « peut-être le plus grand défi d'apprentissage que les humains aient jamais eu à relever ».

Senge, spécialiste de la pensée systémique,* de la gestion et des organisations apprenantes, poursuit en expliquant comment nous nous sommes retrouvés dans cette situation difficile, en réfléchissant à l'ensemble du système : la justification opérationnelle de la durabilité, la mobilisation des gens, les collaborations intersectorielles, le réseautage délibéré, l'innovation inspirée par les systèmes vivants, les nouvelles possibilités stratégiques, l'avenir des sociétés et du leadership, et bien plus encore.

Plusieurs dizaines d'organisations sont mentionnées en passant, mais les auteurs notent modestement que « nous sommes au début du commencement. » [2](#)

Près d'une décennie s'est écoulée depuis ce travail inspirant, et de nombreuses entreprises ont progressé vers la durabilité dans une certaine mesure. De nombreuses organisations, principalement des organismes sans but lucratif, ont émergé pour aider les entreprises et/ou les inciter à poursuivre des stratégies éthiques. Comme Senge et al. le relèvent « Le rôle de chien de garde d'innombrables ONG est maintenant une caractéristique du paysage des affaires. » [3](#)

Le but de ce rapport est d'expliquer comment la révolution nécessaire se déroule, en cartographiant brièvement un système de quelque 150 organisations qui conduisent à l'écologisation du capitalisme, et en les regroupant en plusieurs catégories ou sous-systèmes significatifs : groupes dirigés par l'entreprise, groupes d'éthique, groupes comptables élargis, organismes de certification, groupes d'investissement écologique, consultants en durabilité et groupes d'édition écologique. Bref, les chefs d'entreprise eux-mêmes poursuivent la « révolution nécessaire », mais de nombreuses organisations les animent et les soutiennent. Nous croyons que cette évolution importante et positive - en cette période de grande incertitude et de grand danger - n'est pas suffisamment reconnue, voire pas du tout.

Un large panorama cartographique, même s'il est nécessairement imparfait, peut améliorer la compréhension de cette révolution profonde mais tranquille bien engagée, et l'accélérer, espérons-le.

Plusieurs mises en garde s'imposent.

Primo, tous ces renseignements ont été recueillis sur les sites Web des organisations. Certains renseignements peuvent comprendre des engagements ou des chiffres gonflés. D'autre part, certains renseignements peuvent être désuets et sous-évalués, en ce sens que les organisations ont ajouté du personnel ou des membres, ont publié de nouvelles publications utiles, et développé encore plus d'initiatives et d'alliances qui cherchent à faire le bien à un moment où cela est nécessaire.

Secundo, le nombre d'organisations concernées ici ne cesse de croître. Nous espérons que les acteurs les plus importants ont été identifiés, mais nous avons sans doute négligé ceux qui mériteraient d'être répertoriés. Et, en raison de l'espace limité, les activités des organisations identifiées pourraient ne pas être pleinement représentées.

Tercio, nous nous excusons de ces nombreux manques d'identification, pouvant prendre des proportions sidérantes. Mais le but est d'illustrer brièvement la gamme et la diversité des organisations vertes, liées aux affaires de l'ère post-industrielle. Si les lecteurs découvrent ne serait-ce qu'une seule organisation correspondant étroitement à leurs intérêts et besoins, ils seront plus que récompensés de leur investissement dans l'analyse de ce répertoire.

Cependant, dans de nombreux cas, plusieurs organisations mériteront d'être vérifiées par les lecteurs. Nous avons attribué un astérisque à des organisations qui semblent plus importantes, mais cela peut facilement être dépassé par d'autres considérations. Nous incluons également la date de fondation, l'emplacement des bureaux principaux et le nombre d'employés - si ces informations sont fournies sur le site Web (dans de nombreux cas, ce n'est pas le cas).

Quarto, cette profusion d'organisations montre clairement que l'écologisation du capital est en marche, mais que le capitalisme vert n'est pas arrivé, et qu'il n'arrivera pas de sitôt.

Malheureusement, de nombreuses entreprises n'ont pas encore fait d'efforts en matière de durabilité, et bon nombre d'entre elles qui sont devenues « vertes » l'ont fait consciemment ou inconsciemment de façon superficielle. De plus, beaucoup n'adopteront pas l'écologisation pour diverses raisons.

Et les définitions de « vert » et de « durabilité » varient, tout en se chevauchant.

Penser « vert » est généralement plus étroit, suggérant l'efficacité énergétique ou les sources d'énergie renouvelable, mais peut être large, comme dans le concept de « croissance verte ».

La « durabilité » et le « développement durable » sont généralement plus vastes, notamment en ce qui concerne les 17 objectifs de développement durable des Nations Unies.

Globalement, et surtout, les nombreuses organisations qui adoptent des voies vertes et/ou durables indiquent une bifurcation émergente dans le monde du capitalisme. Plus vite ce sera vu et débattu, mieux ce sera.

2. Sept types d'organisations

2.1. Les groupes dirigés par l'entreprise

Il y a un certain nombre de groupes dirigés par l'entreprise qui sont bien conscients des nouveaux défis en matière de capacité durable, et qui jouent un rôle de leadership dans la gestion de ces risques. Les deux groupes les plus connus sont : la *Commission Mondiale des Affaires et du Développement Durable (WBCSD) (1992, Genève), et le *Forum Economique Mondial (1971, Genève, 400 employés).

La WBCSD compte 200 entreprises membres de 35 pays, et a publié une plateforme « Action 2020 » et un scénario « Vision 2050 ». Le président du WBCSD est Paul Polman, PDG d'Unilever, qui a lancé le Plan de vie durable d'Unilever en 2010, « pour banaliser la vie durable ».

Le Forum Economique Mondial, beaucoup plus ancien et plus important, est largement connu pour sa réunion annuelle de janvier à Davos des chefs d'entreprise et de gouvernement, mais publie également de nombreux rapports sur des sujets tels que la durabilité, les risques mondiaux, le capital humain, la sécurité alimentaire, l'économie circulaire, la santé pour tous et le lien eau/nourriture/énergie.

La *Commission Mondiale des Affaires et du Développement Durable (janv. 2016, Londres, 12 membres du personnel) - lancée à Davos par Paul Polman et Mark Malloch-Brown (ancien Secrétaire Général Adjoint des Nations Unies) - présente l'analyse de rentabilité d'une nouvelle économie fondée sur les Objectifs de Développement Durable des Nations Unies.

Son remarquable « rapport phare », « Meilleur business Dans un Meilleur monde » (Jan 2017, 121p.) offre une stratégie de croissance convaincante pour les entreprises et l'économie mondiale, affirmant que la réalisation des objectifs mondiaux créera plus de 380 millions nouveaux emplois d'ici 2030, 70 millions d'entre eux dans des logements abordables. †

D'autres groupes similaires sont :

- *Ceres (1989, Boston), une coalition très active de 130 organisations pour mobiliser les investisseurs et les chefs d'entreprise en faveur d'un monde durable ;
- le « Forum des entreprises responsables sur le développement durable » (2008, 5 employés) pour les dirigeants de 67 grandes entreprises dans 18 industries ;
- le « Forum des entreprises responsables sur le développement durable » (2012, Singapour) pour bâtir la prospérité grâce au capital économique, social et naturel ;
- le « Conseil de l'entreprise américaine durable » (Washington, 12 employés) qui revendique plus de 200 000 entreprises, et organise un sommet annuel sur les entreprises durables ;
- * « Le business pour la responsabilité sociale » (1994, San Francisco, 100 employés dans 8 bureaux) qui met en réseau plus de 250 entreprises membres ;
- « Les entrepreneurs environnementaux » (2000, Washington) avec 850 chefs d'entreprise pour la durabilité ;
- « L'Amérique durable » (Stamford CT, 5 employés) pour les solutions entrepreneuriales et la création de valeur durable (2008, Uxbridge UK) pour les entreprises durables.

Les petites entreprises sont représentées par :

- l'« Alliance commerciale pour les économies locales » (Oakland CA) qui revendique 500 000 entreprises soutenant les valeurs locales et les communautés résilientes ;
- l'« l'Association pour les affaires en faveur du climat » 6 employés) qui aide les dirigeants de petites entreprises à élaborer des plans d'affaires sur les changements climatiques.

L'« Alliance mondiale pour l'action sur les valeurs bancaires » (2009, Zeist, Pays-Bas), qui a rassemblé 27 banques pour les Principes d'une culture bancaire durable, et le Sommet de la mode de Copenhague (2009, Danemark) qui a attiré plus de 1 200 participants, mettent l'accent sur un secteur spécifique « la plus grande réunion mondiale sur la durabilité dans la mode », et promeut de nouveaux modèles d'affaires.

L'impact de ces diverses entités n'est pas clair, et des recherches supplémentaires sont nécessaires. Mais le nombre de ces associations et leurs ambitions augmentent, vraisemblablement avec au moins quelques résultats positifs.

2.2. Les groupes axés sur l'éthique

De nombreux groupes insistent explicitement sur l'éthique, la responsabilité ou la responsabilité sociale des entreprises. Les notes de leadership et organisationnelles, et les rapports de rendement, renforcent ces vertus.

Le pilote éthique le plus connu est probablement le *« Pacte Mondial des Nations Unies » (2000, Genève), qui compte 12 000 signataires commerciaux dans 170 pays - aux 10 Principes concernant les droits de l'homme, les normes du travail, l'environnement et la corruption.

Le Programme des Nations Unies pour les villes compactes (2003, Melbourne) encourage l'innovation urbaine et les entreprises locales à adhérer au Compact. Malheureusement, celui-ci ne dispose d'aucun mécanisme efficace de surveillance et de conformité.

On trouve une mention explicite de l'éthique dans :

- l'« entreprise éthique » (Londres) qui publie un « Rapport sur l'état des activités responsables » ;
- les « Médias sur les marchés éthiques » de Hazel Henderson (St. Augustine FL) qui publie un « Tableau de bord de la transition énergétique » sur l'augmentation des investissements des entreprises ;
- le répertoire monétaire éthique de 200 sociétés de gestion d'actifs, « Initiative pour le commerce éthique » (1998, Londres, 30 employés) qui promeut l'amélioration des conditions de travail dans les chaînes d'approvisionnement mondiales ;
- l'Institut Ethos de responsabilité sociale et commerciale (1998, Sao Paolo, Brésil) qui poursuit une stratégie de RSE pour une société juste et durable.
- La responsabilité est au centre des préoccupations du *Réseau mondial de partenaires CSR360 (1999, Londres) qui revendique 133 organisations de 64 pays atteignant 6 000 entreprises « pour mobiliser les entreprises dans le sens du bien ».
- Le CSRwire (1999, Northampton MA) offre des livres, rapports et communiqués sur la RSE.
- L'ICCR, Examineur corporatif, est publié trois fois par an par le Centre interconfessionnel sur la responsabilité d'entreprise (1971, New York) qui encourage « des pratiques durables et justes ».
- Depuis 2002, l'indice de responsabilité des entreprises a été compilé par le Business dans la communauté : le réseau d'affaires responsable du prince (1982, Londres, 9 employés), afin de bâtir « une société plus juste et un avenir plus durable ».
- L'entreprise lutte contre la pauvreté (2008, a/o Inspirus, Londres, 17 employés) fait la promotion de l'« investissement responsable » pour concrétiser les ODD.
- Le Centre pour le droit international de l'environnement (1989, Washington, 15 employés) cherche des leviers juridiques pour le changement systémique, y compris la « responsabilité transfrontalière des entreprises ».
- L'entreprise de demain (1996, Londres, 15 employés) permet aux entreprises d'être « une force pour le bien ».

Le leadership est souligné par :

- L'*Institut pour le leadership en développement durable (1989, Université de Cambridge, 132 employés) qui offre des programmes de formation des cadres, des diplômes d'études supérieures, et favorise l'action des entreprises.
- Le Centre mondial pour le leadership en développement durable (1990, Lausanne, Suisse) en développant les leaders en vue de créer les meilleures pratiques pour les futures institutions de durabilité et les chaînes d'approvisionnement.
- De nombreux professeurs d'écoles de commerce, comme Sandra Waddock du Boston College, font la promotion de la responsabilité d'entreprise et du leadership en matière de durabilité.
- Le Centre pour le leadership environnemental en affaires, l'un des trois principaux programmes de la Conservation Internationale (1987, Arlington VA, 900 employés dans 30 bureaux), qui travaille avec des entreprises partenaires pour améliorer la responsabilité de l'industrie minière et énergétique, promouvoir l'approvisionnement durable, et investir dans les innovations en matière de conservation.
- Parmi les entreprises qui vantent leur leadership, citons :
 - o LafargeHolcim (115 000 employés dans 90 pays), « un nouveau leader pour un nouveau monde », des matériaux de construction pour le développement durable ;
 - o Acciona (1997, Madrid, 33 000 employés dans plus de 30 pays), un conglomérat espagnol aspirant à être leader dans les énergies renouvelables, l'eau et les infrastructures durables.

Les cotes des organisations commerciales sont fournies par l'*« Indice de durabilité Dow Jones » (1999, New York), qui évalue le rendement en matière de durabilité de 2500 grandes entreprises dans 24 groupes industriels.

Insight 360 (7 employés) fournit un tableau de bord pour plus de 8 000 entreprises affichant un classement par secteur et un rendement en matière de durabilité et de facteurs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance).

La liste « Global Cleantech » des 100 des meilleures entreprises mondiales des technologies propres est publiée par le Cleantech Group (2002, Oakland et Londres, 14 employés) qui cherche à accélérer l'innovation en matière de durabilité, et à aider les entreprises et les investisseurs.

GameChangers 500 (2013, San Francisco) classe les entreprises les plus rentables du monde.

- L'*« Initiative mondiale pour les cotes de durabilité » (2011, Washington), parrainée par Ceres et le Tellus Institute, évalue les évaluateurs de l'activisme et de l'engagement en matière de durabilité des entreprises et cherche une norme unique.
- Les normes sont également élaborées par la *Global Reporting Initiative (1997, Amsterdam) qui publie les « Lignes directrices sur les rapports de durabilité pour les rapports de durabilité d'entreprise ». Leur base de données GRI « Base de données sur la divulgation de la durabilité » contient 37 000 rapports pour plus de 10 000 entreprises.
- L'éthique, la responsabilité, le leadership et la durabilité ne sont pas nécessairement définis de la même façon, mais les similitudes dans les définitions pourraient bien l'emporter sur les différences. Ce domaine exige également des recherches plus poussées. La liste des mauvais acteurs, passés et présents (par ex. Koch Industries), ne semble pas être aussi répandue, mais serait également utile.

2.3. La Comptabilité Elargie

L'image traditionnelle de la comptabilité en tant que système fastidieux aux nombreux chiffres s'estompe rapidement. Comme le soutient Jane Gleeson-White dans « Six Formes de Capital , ou Les comptables peuvent-ils sauver la planète ? » :

Repenser le capitalisme pour le XXI^e siècle⁴, la « langue des affaires » apprend de plus en plus à parler en plusieurs langues reflétant le « triple résultat ». La comptabilité d'entreprise moderne, soutient-elle, devrait évaluer la condition de six états de capital :

- actifs financiers traditionnels,
- actifs physiques,
- capital intellectuel (idées),
- capital humain (bien-être et engagement du personnel),
- capital social (relations avec diverses communautés),
- capital naturel.

Divers groupes travaillent à établir ce portrait plus large.

En plus de la GRI, mentionnée ci-dessus :

- le *Sustainable Accounting Standards Board (2011, San Francisco, 26 employés), présidé par Michael Bloomberg, élabore des normes pour plus de 80 industries.
- L'International Integrated Reporting Council (2012, Londres) encourage les entreprises à « penser de façon holistique » au développement durable et à la création de valeur au fil du temps.

- *Ceres (1989, Boston, 65 employés), coalition de plus de 130 organisations, préconise des normes comptables qui abolissent le concept de pollution gratuite, et accélèrent les politiques qui récompensent le rendement en matière de durabilité. Ceres sert de noeud de liaison entre certaines de ces organisations.
 - o *Mesurer ce qui compte, un programme de trois ans dirigé par la Coalition pour une économie verte (2012) de 150 dirigeants mondiaux, vise à harmoniser les indicateurs mondiaux, nationaux et commerciaux, à mesurer le succès au-delà du profit seulement pour inclure le bien-être humain et la santé de la planète, en proclamant que « une révolution des données est en cours. »
 - o GIST Advisory (2004, Mumbai, 6 employés),
 - o le Green Indian State Trust, offre des conseils en matière de durabilité et encourage la comptabilité écologique pour les États indiens.
 - o Accounting for Sustainability (2004, Londres, 11 employés), créé par Son Altesse Royale le Prince de Galles, réunit de hauts responsables des finances pour passer à une économie durable et à des modèles d'affaires résilients.
 - o Le Climate Disclosure Standards Board (2007, Londres, 8 employés), catalysé par le Forum économique mondial, appuie un cadre pour l'information des entreprises dans les rapports d'entreprise.
 - o L'American Carbon Registry (1996, Winrock International, Arlington VA) fournit des outils pour la déclaration des gaz à effet de serre et la promotion des crédits de carbone.
 - o Le *Carbon Disclosure Project (2000, Londres, 34 employés principaux) vise à « transformer la façon dont le monde fonctionne », en travaillant avec les sociétés et les investisseurs pour divulguer les gaz à effet de serre et l'utilisation de l'eau.

En complément de ces efforts, plusieurs autres groupes mettent l'accent sur les ressources naturelles.

- L'*« Alliance de financement du capital naturel » (octobre 2016) de plus de 90 institutions - parrainée par l'Initiative de financement du PNUE et l'Alliance mondiale de la canopée - s'appuie sur la Déclaration sur le capital naturel du sommet de Rio+20, et encourage la prise en compte du capital naturel dans les prêts, les cadres d'équité, de comptabilité et d'information.
- La « Coalition du capital naturel » (2012, Amsterdam) cherche à normaliser la comptabilité des entreprises en utilisant leur Protocole du capital naturel.
- *« Comptabilité de patrimoine et évaluation des services écosystémiques » ou WAVES (2010, Groupe de la Banque mondiale) est une coalition pour promouvoir la comptabilité des ressources naturelles pour le développement durable.
- « Trucost » (2003, Londres/NYC/Paris/Hong Kong) aide les entreprises et les investisseurs à comprendre les conséquences économiques de la dépendance au capital naturel, et publie un rapport sur les actifs échoués.
- « Initiative pour un monde durable » (2008, Washington) encourage la comptabilisation des ressources naturelles et la gestion des empreintes écologiques.
- Les outils de comptabilisation de l'empreinte écologique ont été fortement développés par le *« Réseau mondial de l'empreinte » (2003, Oakland CA et Genève, 47 employés), fondé par Mathis Wackernagel.

Ces efforts pour élargir la comptabilité, même s'ils semblent présenter certaines différences, sont des étapes importantes dans la réforme de la pensée économique adaptée au XXI^e siècle. De nombreux observateurs ont critiqué le PNB pour mesurer les progrès économiques au cours de plusieurs décennies, [✚](#) ce qui n'a eu que peu ou pas d'impact.

L'une des raisons de cet échec, malgré l'obsolescence croissante du PNB, est que la mesure est profondément ancrée dans la pensée économique, et qu'elle n'est pas facilement déplacée ou même complétée par une mesure plus précise et appropriée comme l'indicateur de progrès réel.

Deuxièmement, les détracteurs du PNB sont des universitaires éparpillés et en grande partie non actifs, tandis que les organisations promouvant une comptabilité élargie sont des activistes, et plus enclins à former des alliances.

Troisièmement, la réforme de la comptabilité des entreprises, surtout en ce qui concerne les ressources naturelles, peut être une étape ascendante importante vers la réforme des systèmes de comptabilité nationale, comme le suggère le « Programme pour mesurer ce qui importe », qui vise à harmoniser les indicateurs mondiaux, nationaux et commerciaux.

2.4. Organismes de Certification

L'Internet, le commerce et les voyages internationaux sont souvent cités comme des forces de la mondialisation. Les organismes de certification qui cherchent à uniformiser les pratiques exemplaires à l'échelle mondiale, régionale ou nationale sont un autre facteur, quoique discret. L'Organisation Internationale de Normalisation (1947, Genève, 135 employés), qui comprend 163 organismes nationaux de normalisation, a publié de nombreuses normes ISO, notamment la gestion environnementale, la gestion de l'énergie, la gestion des risques, la sécurité alimentaire, la sécurité de l'information et la responsabilité sociale.

Mais le monde de la certification mondiale est beaucoup plus large :

- L'Alliance *ISEAL (2002, Londres, 25 employés), l'Alliance Internationale d'Accréditation et d'Etiquetage Sociaux et Environnementaux de 19 organismes de normalisation et systèmes de certification, en vue de distinguer et promouvoir des normes crédibles et durables pour les produits et services.
ISEAL publie un rapport annuel, parraine les codes de bonnes pratiques et les principes de crédibilité de l'ISEAL. Six membres de l'ISEAL ont formé la « Coalition mondiale des salaires de subsistance » (2013), en partenariat avec le Pacte mondial des Nations Unies, pour améliorer les niveaux de rémunération dans les chaînes d'approvisionnement certifiées.
- GLWC inclut la *« Responsabilité sociale internationale » (1997, New York) qui émet la norme SA8000 pour le travail décent, utilisée dans 3500 usines certifiées dans 72 pays et 65 secteurs industriels. SAI fait la promotion de son système d'évaluation des empreintes digitales sociales pour les entreprises et les chaînes d'approvisionnement.

Autres organismes spécialisés certifiant la durabilité et les droits de la personne :

- RESSOURCES EXTRACTIVES
*« L'Initiative pour la transparence des industries extractives » (2002, Oslo) prétend être la norme mondiale pour la richesse en ressources extractives en tant que moteur clé de croissance durable et de réduction de la pauvreté. Voir le rapport d'étape standard 2015 de l'ITIE.
- DIAMANTS
Le « Système de certification du Processus Kimberley » (2002) implique 54 participants de 81 pays attestant des diamants exempts de conflits qui ne financent pas les mouvements rebelles.
- FRUITS DE MER

- Le « Conseil d'intendance de la Marine » (1996, Londres + 18 bureaux) certifie le poisson pêché de façon responsable avec le label bleu MSC : il couvre maintenant 281 pêches avec près de 10 % des prises mondiales de fruits de mer, plus 97 autres qui sont évaluées.
- FORETS

L'« Initiative pour une forêt durable » (1994, Washington & Ottawa, 18 staff) fait la promotion de la FSI « Norme de certification forestière », de la « Norme sur la chaîne de possession », et des « Étiquettes d'approvisionnement certifiées ».

Le « Conseil international d'intendance forestière » (2003, Bonn) fournit la certification FSC et publie un Plan stratégique mondial 2015-2020 de 32 pages. Le « Programme pour l'Approbation de la Certification Forestière » (1999, Genève) est une organisation faitière de 35 systèmes nationaux de certification forestière pour les petits propriétaires forestiers.
 - AGRICULTURE
 - *IFOAM – Produits organiques Internationaux (1972, Bonn), la “Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique” compte quelque 800 affiliés dans plus de 100 pays, et parraine le Système de garantie biologique pour certifier les labels biologiques.
 - UTZ : Better Farming Better Future (1999, Amsterdam) certifie la culture durable du café, du thé et du cacao, couvrant plus d'un million d'agriculteurs et de travailleurs agricoles dans 36 pays.
 - Le « Bien-être des animaux approuvé » (2013? Marion VA, 29 employés) certifie les fermes familiales appliquant des méthodes de bien-être élevé.
 - La Table ronde sur l'huile de palme durable (2004, Kuala Lumpur) offre la certification RSPO des revendications de durabilité sur la base des principes et critères RSPO.
 - De même, « La Table ronde sur le soja renouvelable » (2006, Buenos Aires) offre une certification basée sur la norme RTRS.
 - COMMERCE EQUITABLE
 - Le commerce équitable international (1997, Bonn, 70 personnes), anciennement « Fairtrade International Labelling Organization », parraine l'organisation de certification FLOCERT pour réduire la pauvreté et accroître le développement durable.
 - L'Organisation mondiale du commerce équitable (1989, Amsterdam) promeut le système de garantie du commerce équitable, et 10 principes du commerce équitable.
 - PRODUITS
 - L'Institut d'innovation des produits du berceau au berceau (2010, San Francisco) a un Guide des normes et un registre pour 2500 produits.
 - McDonough Braungart Chimie du Design (1999, Charlottesville VA) offre la certification « du berceau au berceau » aux entreprises de développement durable.
 - GoodWeave, « Bon tissage » (1986, Washington) parraine la « Certification sans le travail des enfants » pour l'industrie du tapis, et la norme GoodWeave pour aucun travail forcé ou forcé.
 - DECHETS

The “Zero Waste Business Council”, Conseil commercial zéro déchet, (2011, Corona del Mar CA, 4 personnes) certifie l'installation.
 - PROFESSIONNELS

- La « Société internationale des professionnels du développement durable (2007, Portland OR) certifie les compétences de base pour les individus et compte 1000 membres en 10 chapitres.
- L'« Association des agents du changement climatique (2008, Washington) a lancé un programme de certification CCO en 2015 pour faire progresser les compétences professionnelles dans les secteurs public et privé du monde entier.
- L'« Institution de la gestion de l'eau et de l'environnement » (1987, Londres) assure la formation et l'accréditation académique.

- ENTREPRISES

- *B Lab (2006, Wayne PA), promouvant les entreprises comme sources de biens, a certifié 2140 « B-Corps » bénéfiques dans 50 pays et 130 industries en mai 2017.

Certaines de ces organisations de certification sont plus grandes et mieux établies que d'autres, mais, considérées ensemble, elles représentent une puissante force de gouvernance non gouvernementale pour la durabilité, la conservation et les droits de la personne.

2.5. Investissement Vert

Trois grands groupes d'indicateurs suggèrent un virage robuste vers l'investissement vert ou durable, sans doute le plus puissant des sept groupes d'organisations sondés ici, parce qu'il est fondé non seulement sur l'éthique, mais sur des arguments économiques de plus en plus solides.

Tout d'abord, l'« Initiative des bourses durables » (2009) - facilitée par le Pacte Mondial des Nations Unies, la CNUCED, l'Initiative de financement du PNUE et les Principes pour l'investissement responsable - compte maintenant 60 bourses partenaires pour promouvoir des pratiques commerciales durables et l'investissement responsable.

Leur « événement phare » est le Dialogue mondial bisannuel sur l'ESS. L'Initiative de financement du Programme des Nations Unies pour l'environnement (1992, Genève) vise un changement systémique dans les secteurs de la banque, de l'assurance, des pratiques d'investissement, du financement immobilier et de l'évaluation des services écosystémiques. Les Principes pour l'investissement responsable (2006, Londres) affirme être le « principal promoteur mondial de l'investissement responsable » et offre des formations en ligne par l'entremise de la PRI Academy et des rapports de transparence des propriétaires d'actifs et des gestionnaires de placements.

Deuxièmement, selon des rapports d'entreprise, le Tableau de bord de la transition écologique (avril 2017, 37p), publié annuellement par les *Médias sur les marchés éthiques de Hazel Henderson, calcule 8,13 billions de dollars en investissements et engagements écologiques non gouvernementaux depuis 2007, répartis en cinq catégories :

- énergie renouvelable (3,43 billions de dollars),
- efficacité énergétique (1,75 billion de dollars),
- systèmes de vie comme la gestion de l'eau et des déchets (1,66 billion de dollars),
- construction écologique (0,92 billion de dollars),
- R-D écologique d'entreprise alimentée par l'industrie automobile (0,38 billion de dollars).

En extrapolant cette tendance à la hausse, le Tableau de bord constate que les investisseurs privés « sont sur la bonne voie pour atteindre 10 billions de dollars en investissements dans le secteur vert d'ici 2020 ».

EMM, une société certifiée B, a également publié le Répertoire des marchés éthiques (2016), avec 200 brèves entrées décrivant les gestionnaires d'actifs verts, les conseillers en placements, les banques, les consultants et les ONG.

Un troisième indicateur est fourni par *l'Institut Morgan Stanley pour l'investissement durable (2013, New York), qui souligne que « les investissements durables ont plus que doublé depuis 2012 », tandis que « le désinvestissement dans les combustibles fossiles a atteint environ 3,4 billions de dollars à l'échelle mondiale en 2016 » (probablement incité par la philanthropie Divest-Invest de plus de 500 organisations).

En collaboration avec Bloomberg LP, MSISI a récemment mené une enquête auprès de 402 professionnels de la gestion d'actifs, concluant que « l'investissement durable est entré dans le courant dominant », les deux tiers des gestionnaires d'actifs pratiquant l'investissement durable et croyant que son adoption augmentera. § Le rapport cite également un sondage du SIF des États-Unis intitulé Forum pour l'investissement durable et responsable (Washington, 7 employés), selon lequel les actifs américains gérés par des professionnels en fonction de critères d'investissement durable sont passés de 3,7 billions de dollars en 2010 à 8,7 billions de dollars au début de 2016.

Le SIF des États-Unis fait partie des six membres de l'Alliance mondiale pour l'investissement durable, qui vise à « renforcer l'impact et la visibilité des organisations d'investissement durable au niveau mondial ».

Voici quelques-unes des organisations de placement les plus importantes et les plus intéressantes :

- Breakthrough Energy Ventures (2016) de 20 méga investisseurs riches comme Bill Gates et Jack Ma, qui forment un fonds d'investissement d'un milliard de dollars pour transformer la R-D énergétique et « le paysage de l'innovation » dans les secteurs de l'électricité, de l'agriculture, de la fabrication et des bâtiments.
- Carbon Tracker Initiative (2010? Londres, 20 employés) où les spécialistes financiers rendent « réel le risque d'investissement dans le carbone » avec des rapports sur la bulle carbone, les actifs échoués, etc.
- Climate Bonds Initiative (2012, Londres), un organisme sans but lucratif axé sur les investisseurs pour mobiliser le marché obligataire de 100 000 milliards de dollars en faveur de solutions climatiques.
- De Tao Group (2014, Shanghai et Beijing), un groupe de réflexion qui parraine l'Institut De Tao de l'investissement vert et une Master Academy pour les nouvelles énergies.
- Generate Capital (San Francisco, 11 employés), « Le partenaire capital de la révolution des ressources », des énergies renouvelables, de la nourriture, de l'eau et des matériaux, qui a prévu 500 millions de dollars pour des projets d'infrastructures durables en deux ans.
- Generation Investment Management LLP (2004, Londres et New York), cofondée par Al Gore et David Blood pour promouvoir « l'investissement durable à long terme ». La Generation Foundation (2015) cherche à mobiliser les propriétaires d'actifs et les investisseurs autour de l'analyse de rentabilité du capitalisme durable, et soutient le Sustainable Accounting Standards Board et l'International Integrated Reporting Council.
- Insight 360 (San Francisco, 7 employés), « Sustainability Meets Big Data », avec l'application Insight 360 pour analyser le rendement en matière de durabilité et les facteurs ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) de plus de 8 000 entreprises pour des experts en placement.
- Investor Network on Climate Risk (2003, Boston), une initiative de Ceres de 110 investisseurs institutionnels représentant plus de 13 billions de dollars d'actifs pour promouvoir un leadership durable, parallèlement au Institutional Investors Group on Climate Change (2005, Londres, 5 employés).
- RobecoSAM (1995, Zurich +4 bureaux), « Nous investissons dans la durabilité » pour un monde où les ressources sont de plus en plus limitées ; il évalue 3 400 entreprises et partenaires avec Dow Jones dans le Sustainability Yearbook 2016, et répertorie les chefs de file de 59 industries.

- Trucost (Londres, New York, Paris, Hong Kong), qui aide les entreprises et les investisseurs à comprendre les répercussions de la dépendance au capital naturel et des actifs échoués.
- Nous voulons dire coalition d'entreprises (2015), qui a réuni 677 entreprises et investisseurs en décembre 2016 pour « créer une révolution à faibles émissions de carbone ».

D'autres organisations liées aux placements méritent d'être mentionnées, notamment :

- le Asset Owners Disclosure Project (2012, Londres) pour protéger les propriétaires contre les risques climatiques en améliorant la divulgation,
- l'Association for Sustainable and Responsible Investment in Asia (2002, Hong Kong). Pour promouvoir la responsabilité des entreprises,
- Billion Dollar Green Challenge (2011, New York) pour encourager les universités et autres organismes sans but lucratif à investir dans l'efficacité énergétique,
- Capital Institute (2010, Greenwich CT, 7 employés) qui publie Guide to Investing in a Regenerative Economy for pension funds,
- Clean Path Ventures LLC (1987, San Francisco), pour investir dans des projets solaires photovoltaïques,
- European Sustainable Investment Forum (2003, Bruxelles) pour promouvoir la durabilité sur les marchés financiers européens,
- Global Investor Coalition on Climate Change (2014?) avec quatre groupes régionaux en Europe, en Amérique du Nord, en Asie et en Australie/Nouvelle-Zélande, Green Alpha Advisors (2007, Boulder CO, 6 employés) pour investir dans la « transition économique/technologique inévitable vers la durabilité »,
- Green America (1982, Washington, 50 employés) publiant les Pages vertes nationales et un guide sur l'investissement socialement responsable,
- Green Century Funds (1990, Boston) appartenant à des organismes environnementaux sans but lucratif pour promouvoir l'investissement sans combustible fossile,
- Kleiner Perkins Caufield Byers (1972, Palo Alto CA) pour investir « massivement dans les start-up vertes » et « Idées qui changent le monde » avec Al Gore au conseil d'administration,
- Marion Institute (1993, Marion MA, 12 employés) pour incuber des « Projets heureux » dans le domaine de la durabilité et de la justice sociale,
- Omidyar Network (2004, Redwood City CA, environ 100 employés) pour « l'investissement philanthropique » et l'innovation mondiale,
- Pegasus Capital Advisors (1995, Greenwich CT; 20 employés) appliquant les principes de leadership environnemental/social/gouvernance,
- et SRI World Group (1999, Brattleboro VT; anciennement Fonds sociaux), « le plus grand site de finances personnelles consacré à l'investissement en responsabilité sociale », avec plus de 10 000 pages d'information.

Il y a sûrement beaucoup d'autres groupes similaires qui pourraient être ajoutés aux listes ci-dessus, motivés par l'éthique et/ou l'analyse de rentabilisation de plus en plus convaincante pour l'investissement écologique dans les entreprises. À son tour, il faut également mentionner l'investissement des entreprises individuelles.

L'exemple le plus remarquable est peut-être Tesla d'Elon Musk, qui vise à « accélérer la transition mondiale vers l'énergie durable grâce à des véhicules électriques abordables et à la production et au stockage d'énergie renouvelable ».

À cette fin, sa « Gigafactory » près de Reno, au Nevada, a commencé la production de masse de piles au lithium-ion en janvier 2017; la pleine production est attendue d'ici 2018 dans ce qu'ils prétendent être « le plus grand bâtiment au monde ».

2.6. Consultants verts

En plus des conseillers en placement, les conseillers en environnement, grands et petits, offrent leurs services aux entreprises, aux villes et à d'autres entités publiques et privées.

Les grands groupes comprennent :

- le *Carbon Disclosure Project (2000, London + 14 bureaux, 34 employés principaux) avec des services de consultation comme les empreintes de l'entreprise, pour promouvoir les affaires, les produits et les villes durables,
- Ecology and Environment Inc. (1970, Lancaster NY + 50 bureaux) consultation sur la gestion de l'environnement,
- Environmental Resources Management (1971, Londres, 5 000 employés dans 160 bureaux) s'affirmant comme « le plus important cabinet de consultation en durabilité au monde »,
- Gerding Edlen (1996, Portland OR) consultants sur le développement écologique, les bâtiments transformationnels, Principles of Place,
- GlobeScan (1987, Toronto + 5 bureaux) qui offre des services-conseils en stratégie axés sur l'innovation,
- Sustain/Ability Survey of challenges and opportunities, et Natural Step (1989, Stockholm + 10 bureaux) pour aider les entreprises et les collectivités à accélérer la transition vers une société durable et des entreprises adaptées à l'avenir.

Les plus petites organisations comprennent :

- Clean Energy Solutions (Boston, 4 employés) sur l'efficacité énergétique et les alliances énergétiques locales,
- Common Current (San Anselmo CA, 2 employés) sur la durabilité urbaine pour les gouvernements, les entreprises et les organismes sans but lucratif,
- ENEA Consulting (2007, Paris et Melbourne, 22 employés) sur les acteurs de la chaîne de valeur de l'énergie,
- Global Climate Adaptation Partnership (Oxford, Royaume-Uni, 9 employés) sur les approches d'adaptation locale,
- Green Guru Network (2010, Hastings-on-Hudson, New York) pour partager des idées de durabilité dans la vallée de l'Hudson,
- International Synergies (2005, Birmingham, Royaume-Uni) sur les solutions d'écologie industrielle pour l'économie circulaire et zéro déchet,
- Natural Capitalism Solutions (Longmont CO, 9 personnes), dirigé par Hunter Lovins, anciennement de Rocky Mountain Institute) sur l'analyse de rentabilisation et les outils pour les solutions régénératives,
- Natural Marketing Institute (1990, Harleysville PA), consultation sur le bien-être et la durabilité,
- Strategic Sustainability Consulting (2005, Lynchburg VA, 10 employés),
- Sustainable Solutions Corporation (Royersford PA, 10 employés) consultation sur les bâtiments durables et la durabilité d'entreprise.

Il convient de mentionner en particulier Sustain Ability (1987, Londres/New York/San Francisco, 21 personnes) pour définir le rôle des entreprises dans l'agenda du développement durable. Il a été cofondé par John Elkington, à l'origine du concept « Triple Bottom Line » de People/Planet/Profit en 1994. Elkington est maintenant « président et pollinisateur en chef » de Volans (2008, Londres, 4 employés) pour aider les dirigeants à trouver des solutions systémiques et des modèles d'affaires

révolutionnaires en collaboration avec le Pacte mondial des Nations Unies, « pour une croissance durable dans un monde exponentiel ».

2.7. Editeurs d'entreprises vertes

Tout comme la grande variété de consultants écologiques, les grands et petits éditeurs d'affaires écologiques offrent un large éventail de livres, de revues, de rapports et de bulletins.

La nouvelle Commission des affaires et du développement durable (janv. 2016, Londres, 12 employés) a publié en janvier 2017 un rapport mondial « phare » sur l'accélération de la transition vers une économie durable (voir la note en bas de page à la page 4).

Deux récents rapports téléchargeables suggèrent la pensée promue :

- Modèles d'affaires révolutionnaires, de plus en plus sociaux, allégés, intégrés et circulaires (septembre 2016, 39p.), co-écrit par John Elkington de Volans,
- Valorisation du Prix des ODD pour l'alimentation et l'agriculture : « Exploiter les occasions d'affaires pour accélérer une croissance durable et inclusive » (Oct 2016, 47p).

- *Cleantech Group (2002, Oakland et London, 14 employés) qui cherche à accélérer l'innovation en matière de durabilité, fournit gratuitement un bulletin d'information bimensuel sur les tendances clés, les entreprises et les gens en matière d'innovation et d'investissement en durabilité. Tous les deux mois, CTG Insights présente un rapport sur la communauté mondiale de l'innovation, un rapport trimestriel sur les investissements, des notes d'information spécialisées et une liste annuelle d'entreprises prometteuses dans le cadre de Global Cleantech 100.

- Eco-Business (2014, Singapour, 18 employés) est une entreprise de médias au service des technologies propres, des villes intelligentes, des entreprises responsables et des communautés de développement durable de l'Asie-Pacifique.

- Environmental Business International (1988, San Diego) a produit quelque 20 rapports d'études de marché et publie un bulletin hebdomadaire gratuit. Environmental Business Journal (1988, mensuel, 995 \$ par sous-section) fournissant des renseignements stratégiques dans 14 secteurs d'activité, et Climate Change Business Journal (2007, trimestriel, sous-section individuelle de 495 \$) pour les entreprises fournissant des services ou des technologies, et les investisseurs dans les énergies renouvelables, le stockage de l'énergie, les bâtiments verts, les marchés du carbone, ou la consultation.

- *GreenBiz Group (1991, Oakland CA, 20 employés dirigés par Joel Makower) offre des vidéos, le bulletin quotidien GreenBuzz, le bulletin hebdomadaire VERGE, divers rapports, des sondages mensuels des 3000 membres du groupe d'intelligence GreenBiz, un rapport sur l'état de la profession pour les cadres responsables du développement durable, et un rapport annuel sur l'état des affaires écologiques sur l'économie circulaire, les infrastructures vertes et les pratiques des entreprises.

- Sustainable Brands (2006, San Francisco, 27 employés), produit par Sustainable Life Media, fournit six bulletins d'information, des vidéos et des téléchargements gratuits de rapports tels que 22 études de recherche prouvant l'avantage (le ROI ?) de la durabilité.

- *Greenleaf Publishing (1992, Saltaire UK) publie une grande variété de livres sur la durabilité, et des revues telles que Journal of Corporate Citizenship (2001, trimestriel), Building Sustainable Legacies (2013, 3/an) sur la création de valeur sociétale, et Business, Peace, and Sustainable

Development (2013, 2/year) sur la réduction de la violence dans le cadre de la stratégie commerciale.

- Le géant éditeur universitaire Springer (1842, Berlin) publie l'International Journal of Corporate Social Responsibility sur la RSE, la durabilité, l'éthique et la gouvernance, facturant aux auteurs des « frais de traitement des articles » de 980 \$!

- CSRwire (1999, Northampton MA) est une plateforme médiatique pour les nouvelles et les opinions sur la responsabilité sociale des entreprises, avec des livres, des rapports et des communiqués de presse.

- Triple Pundit (San Francisco, 6 employés) présente un rapport sur le « triple résultat » de People/Planet/Profit avec un bulletin quotidien et hebdomadaire.

- Ethical Markets Media (St. Augustine FL, dirigé par Hazel Henderson) publie le Green Transition Scoreboard, un tableau de bord annuel sur les investissements verts en plein essor du secteur privé, et le Ethical Money Directory de quelque 200 sociétés de gestion d'actifs, conseillers en placements, consultants, et les ONG et banques concernées.

Comme pour chacun des sous-systèmes que nous avons identifiés, notre inventaire de l'édition verte est incomplet. En plus des organisations axées sur la publication, il existe de nombreux groupes de réflexion et d'action (p. ex. : OCDE, UICN, Nations Unies) qui publient des livres, des rapports, des brochures, des fiches d'information et des bulletins sur la durabilité, les sujets connexes, tels qu'indiqués dans le Guide sur la sécurité et la durabilité.

Malheureusement, il n'existe pas de guide détaillé à l'intention des consommateurs pour savoir où trouver les meilleurs renseignements sur les sujets, y compris l'écologisation des affaires. À ce stade, nous ne pouvons fournir qu'une liste des organisations pertinentes, avec des suggestions provisoires quant aux sources d'information qui pourraient mériter le plus d'attention.

3. Leçons apprises et questions soulevées

3.1 La révolution nécessaire est en cours

Il semble certainement que la révolution n'est plus « au début du commencement ». Mais que ce soit au milieu du début, ou quelque part au-delà est difficile à estimer. Et, en raison des récents développements politiques favorisant les « régimes rétro », en particulier aux États-Unis, la révolution peut être inversée dans une certaine mesure, avant de continuer.

Mais la tendance silencieuse à la constitution de plus en plus de groupes semble sûre de continuer. À titre de mesure approximative, sur les 150 groupes mentionnés ici (plusieurs sont mentionnés plus d'une fois), 108 ont affiché une date de fondation, avec un démarrage médian en 2003, soit un doublement en 13 ans.

Une « révolution des données » proclamée est en cours sous la direction des Objectifs de développement durable des Nations Unies et du programme Mesure de ce qui compte de la Coalition pour une économie verte, de sorte que de meilleurs indicateurs devraient être disponibles au cours des prochaines années - non seulement sur le chemin parcouru, mais jusqu'où nous devons encore aller pour atteindre les 17 ODD, et sur le pourcentage des entreprises vertes du monde capitaliste, disons 5-10%, une grande minorité, ou une majorité.

Le rapport de janvier 2017 intitulé *Better Business, Better World* (voir la note en bas de page à la page 4), qui s'appuie sur les objectifs mondiaux, pourrait contribuer grandement à stimuler la révolution nécessaire.

3.2 Les deux capitalismes

Il est peut-être encore trop tôt pour constater une lutte entre deux formes de capitalisme : le capitalisme vert (ou durable) du XXI^e siècle, qui valorise le triple résultat de *People/Planet/Profit* et cherche à agir de façon responsable, par rapport au capitalisme industriel du XX^e siècle. Ère du Capitalisme qui adhère à une seule ligne de fond de profit maximum, souvent à tout prix, et ne satisfait que les actionnaires. Il est de plus en plus inapproprié de considérer le capitalisme et les multinationales comme une grande entité monolithique.

À un moment donné, peut-être bientôt, le capitalisme vert sera vu comme une phase séparée, et non comme un oxymoron, à opposer au capitalisme de l'ère industrielle. Cela pourrait être accéléré par le nouveau régime aux États-Unis, avec sa position nationaliste « *America First* » qui pourrait conduire à des guerres commerciales ruineuses (ou pire), et devrait inciter à adopter une alternative verte en réponse. Des débats sérieux sont nécessaires pour déterminer quelle option sert le mieux les intérêts américains et mondiaux.

3.3 Mais pourquoi la révolution est-elle si tiède ?

Plusieurs raisons peuvent être avancées pour expliquer pourquoi le capitalisme vert n'a pas encore émergé comme une alternative réellement viable, fondée sur la science et attrayante.

Premièrement, le développement de la Révolution Nécessaire a été progressif, semblable au réchauffement climatique et à d'autres insultes environnementales.

Deuxièmement, et c'est probablement le plus important, la fragmentation et la concurrence dans le système capitaliste vert sont profondes, comme l'illustrent les nombreuses organisations différentes identifiées ici, dont la plupart ont peu ou rien à voir les unes avec les autres. Il y a peu de dirigeants visibles, comme Al Gore, qui essaient de faire valoir l'argument économique en faveur du « capitalisme durable » par l'entremise de la *Génération Foundation*.

Troisièmement, le système capitaliste vert, tel qu'il est décrit ici, ne se compose pas seulement d'entreprises individuelles, d'ONG et de réseaux d'action mondiale. Il comprend plutôt des composantes de l'ONU (notamment le *Pacte mondial des Nations Unies*, l'*Initiative de financement du PNUE* et l'*Initiative des bourses durables inspirées par les Nations Unies*), des consultants à but lucratif et des conseillers et éditeurs en investissement écologique. Tous ces types d'organisation sont essentiels pour comprendre et conduire la Révolution Nécessaire.

3.4 Le contexte plus large des finances

"Nous ne pouvons pas avoir une capacité durable sans la sécurité, ni la sécurité sans durabilité."

Un rapport remarquable sur la « révolution tranquille » dans le système financier mondial a été publié en octobre 2015 par l'Enquête du PNUE sur la conception d'un système financier durable (2014, Genève, www.unepinquiry.org).

Le système financier dont nous avons besoin - de l'élan à la transformation - vise à harmoniser le système financier public et privé avec le développement durable en faisant progresser les efforts nationaux et internationaux pour façonner « une économie verte inclusive ».

Un rapport mis à jour a été publié en octobre 2016 (Rapport complet, 87p. Résumé, 17p.), constatant que « la dernière année a vu une accélération de l'élan de la révolution tranquille dans l'ensemble du système financier » (italiques ajoutées), l'intégration des aspects du développement durable dans la conception et la pratique du système financier à travers trois voies de changement interdépendantes :

- le leadership du marché,
- l'action nationale,
- la coopération internationale.

Néanmoins, « l'élan actuel demeure insuffisant pour réaliser la transformation nécessaire au financement du développement durable en ce sens que le capital naturel continue de décliner rapidement, parallèlement aux inégalités et aux troubles sociaux croissants. »

De plus, « les flux financiers et les stocks durables demeurent marginaux par rapport au déploiement de capitaux, à l'échelle mondiale. Le système financier demeure déconnecté des besoins à long terme de l'économie réelle. »

Bien que le rapport d'enquête du PNUE porte en grande partie sur les politiques publiques et la réglementation, le secteur des affaires est un aspect important, en ce qui concerne la co-évolution du leadership du marché et de la politique, le leadership du marché comme en témoignent les obligations vertes, et les finances publiques pour mobiliser les capitaux privés en faveur du développement durable.

3.5 Le contexte plus large des organisations de développement durable

Le « système » du capitalisme vert, quelle qu'en soit la définition, n'est qu'une petite partie d'un plus grand système de plus d'un millier d'organisations de durabilité, la plupart internationales, comme l'indique le Guide de sécurité et de durabilité.

Ces organismes se consacrent à des sujets comme les changements climatiques, l'énergie, les finances publiques, l'alimentation et l'agriculture, les forêts, les océans, la population, la biodiversité, l'eau, les villes, etc.

Et, en retour, ce « système de durabilité » chevauche de plus en plus le vaste système des organismes de sécurité (y compris la sécurité humaine, la paix, le terrorisme, la corruption, la migration, la cybersécurité et le contrôle des armements) - en ce sens que nous ne pouvons assurer la durabilité sans sécurité, ni la sécurité sans durabilité.

Ces deux grands domaines qui se chevauchent pourraient former un réseau mondial d'action qui place l'inter-pénétration croissante des préoccupations de sécurité et de durabilité au centre de toute la planification stratégique des entreprises et du gouvernement.

Cependant, ceux qui s'occupent de tous les domaines de la sécurité ont reconnu que le changement climatique est un « multiplicateur de menaces », tandis que ceux qui s'occupent de promouvoir la durabilité sont pratiquement muets sur la sécurité en tant que tendance et moteur de son contexte, et n'ont pas encore reconnu que la durabilité considérée comme un enjeu de sécurité nationale et mondiale ferait avancer leurs intérêts.

3.6 Alors, gagnons-nous la lutte pour la durabilité ?

Probablement pas. Il semble difficile de saisir le paradoxe simple de « l'amélioration mais de l'insuffisance croissante » : cela semble être l'évaluation appropriée du moment.

Comme l'a fait valoir le porte-parole en matière d'environnement, Peter Dauvergne :

« La plupart des sociétés multinationales sont devenues plus proactives dans la gestion des critiques, en évitant le verdissement évident et en s'associant plutôt avec les ONG, en offrant des éco-produits et en parrainant la certification par des tiers des processus de production et des produits de consommation... (qui) peut donner l'impression que des progrès rapides sont maintenant réalisés vers la durabilité mondiale.

Toutefois, les gains d'efficacité des entreprises sont largement perdues à mesure qu'elles réinvestissent l'énergie et les économies de coûts pour stimuler une croissance et une consommation encore plus insoutenables, un effet de rebond qui est au cœur de l'échec de l'environnementalisme des riches à ralentir la crise mondiale croissante de la durabilité. » **5**

« La fragmentation des connaissances et la défense des droits continueront d'entraver sérieusement les progrès vers la durabilité et le bien-être humain. »

Dauvergne advocates “an energetic, critical questioning of the slight-of-hand illusions of sustainable development, corporate social responsibility, business-NGO partnerships, and market solutions.”⁶ Corporations now have two games to play, and must decide how much to devote to each road. Ongoing criticism and prodding is thus important, but should not foreclose the possibilities of serious and sincere progress on many fronts. But even if climate change is confined to the goal of less than 2°C, which seems unlikely under the present Paris climate accord,^{**} there

Dauvergne préconise « une remise en question énergique et critique des illusions légères du développement durable, de la responsabilité sociale des entreprises, des partenariats entre les entreprises et les ONG et des solutions de marché ». **6**

Les sociétés ont maintenant deux parties à jouer, et doivent décider combien à consacrer à chaque étape. La poursuite des critiques et des pressions est donc importante, mais ne doit pas empêcher les possibilités de progrès sérieux et sincères sur de nombreux fronts.

Mais même si le changement climatique se limite à l'objectif de moins de 2 °C, ce qui semble peu probable en vertu de l'actuel Accord de Paris sur le climat^{**}, il reste encore beaucoup à faire, comme l'indiquent les 17 objectifs de développement durable des Nations Unies^{†††}.

3.7 Les villes prennent le devant

Sur une note plus optimiste, Michael Bloomberg, ancien maire de New York et président de la Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie (janvier 2017), soutient que « La nouvelle administration Trump fera les manchettes en 2017, et que les plus grands changements dans notre façon de vivre ne seront pas dictés par Washington, mais par les villes »^{††}.

Cette tendance va s'accélérer, affirme-t-il, parce que le pouvoir va continuer à s'éloigner de Washington, où la guerre partisane tue les bonnes idées.

Les villes et les entreprises continueront plutôt de réduire leurs émissions, d'économiser de l'énergie, de construire des infrastructures modernes et de se protéger contre les conditions météorologiques extrêmes.

Ceci est confirmé par The Security & Sustainability Guide, qui énumère 37 groupes urbains, tels que le C40 Cities Climate Leadership Group de 80 mégapoles et l'ICLEI – Local Governments for Sustainability, pratiquement tous préconisant fortement de nombreuses actions liées à la durabilité. Et la plupart des grandes entreprises ont leur siège social dans les grandes villes et sont également concernées.

3.8 La nécessité d'une réflexion plus horizontale

Ce rapport est un exercice de réflexion horizontale, qui vise à adopter une vue globale intégrée des systèmes et des tendances émergentes - contrairement à la pensée verticale qui est largement inculquée par les établissements universitaires et la prolifération de revues savantes qui regardent les arbres individuels et non l'écosystème forestier.

Une telle réflexion approfondie et détaillée n'est pas nécessairement mauvaise, mais elle doit être équilibrée par des efforts beaucoup plus explicites pour façonner des vues plus larges et intégrer le nombre croissant d'intégrateurs transdisciplinaires. Autrement, la fragmentation des connaissances et la défense des droits continueront d'entraver sérieusement les progrès vers la durabilité et le bien-être humain.

3.8 Comment la révolution peut-elle devenir plus visible ?

Ce rapport soutient que la Révolution nécessaire est sûrement en cours, mais pas visible pour le grand public ou même, pleinement, pour ses participants. La récente élection présidentielle aux États-Unis, où seuls les candidats démocrates ont mentionné le changement climatique et, en passant, la « durabilité » n'a jamais été mentionnée.

Les modérateurs des débats présidentiels n'ont jamais posé de questions sur le climat ou la durabilité. « La croissance verte », §§ préconisée par l'OCDE, le PNUE et la Banque mondiale, ne semble être mentionnée nulle part en Amérique du Nord, du moins.

Un autre indicateur est que trois aperçus de l'année 2017 du magazine Time, de Bloomberg Businessweek et de The Economist ne font aucune mention de la durabilité.

Des efforts devraient être faits, de préférence collectivement, pour encourager ces publications annuelles à disposer d'une section sur la durabilité.

Le New York Times peut publier une section hebdomadaire, plutôt que de mentionner occasionnellement les questions climatiques et énergétiques dans les reportages et la section hebdomadaire Science.

Si les grands médias ne sont pas disposés à rendre compte de ce développement majeur, les chefs d'entreprise pourraient acheter des annonces pleine page sur les progrès du capitalisme vert, invitant à un large débat continu sur ses mérites.

Beaucoup d'autres idées peuvent être proposées pour améliorer la visibilité de la Révolution nécessaire, et nous espérons que cette enquête initiale les suscitera.

Notes

1. Peter Senge et al., La Nécessaire Révolution : Travailler ensemble pour créer un monde durable. New York : Broadway Books, 2010, p.12 (publié pour la première fois sous une forme légèrement différente par Doubleday, 2008).
2. La révolution nécessaire, p.iv.
3. La révolution nécessaire, p.359.

4. Jane Gleeson-White, *Six Capitals, ou La comptabilité peut-elle sauver la planète? Repenser le capitalisme pour le 21e siècle* (New York : W.W. Norton, 2015).
5. Peter Dauvergne, *Environmentalism of the Rich* (Cambridge MA: MIT Press, 2016), 11-12.
6. L'environnementalisme des riches, p.152.

* Peter Senge, *La 5^e discipline : L'art et la pratique de l'organisation apprenante*.

New York : Doubleday Currency, 1990 ; édition révisée « avec 100 nouvelles pages », 2006.

La 5^e discipline est la pensée systémique, qui intègre les autres disciplines de la maîtrise personnelle de la réalité, des modèles mentaux de la façon de passer à l'action, de bâtir une vision commune, et d'apprendre en équipe pour réfléchir ensemble. La couverture de l'édition papier de 2006 mentionne « plus d'un million d'exemplaires imprimés ».

† Meilleur business, meilleur monde : Le Rapport de la Commission Business & Développement Durable (Londres, janvier 2017, 121p.), présidé par Lord Mark Malloch-Brown, affirme que la réalisation des ODD ouvre au moins 12 billions de dollars américains de 60 opportunités de marché dans quatre systèmes économiques : Alimentation/agriculture (p. ex., agriculture urbaine, aquaculture durable, micro-irrigation, restauration des terres, réduction des déchets alimentaires et d'emballage), villes (p. ex., logements abordables, bâtiments écoénergétiques, transports en commun, compteurs intelligents, partage de voitures, fuites d'eau municipales), Énergie/Matériaux (p. ex., modèles circulaires, énergies renouvelables, efficacité énergétique/stockage, CSC, produits chimiques écologiques) et Santé (mise en commun des risques, télésanté, détection des médicaments contrefaits, dossiers électroniques, formation en soins de santé). La réalisation de ces objectifs mondiaux créerait plus de 380 millions de nouveaux emplois d'ici 2030.

‡ Michael Marien, "Une économie nouvelle et appropriée pour le 21^e siècle : une étude des livres critiques, 1978-2013," *CADMUS*, 1:5, October 2012, pp.86-102, couvrant 118 ouvrages et six catégories. Disponible en ligne sur : www.cadmusjournal.org.

§ Morgan Stanley Institute for Sustainable Investing, *Signaux de durabilité : La Perspective du gestionnaire d'actifs*, Nov 2016, 20p.

¶ Steve Waddell, *Global Action Networks : Créer notre future ensemble*. New York : Palgrave Macmillan, 2011. GANS are seen as a "critical organizing innovation," in that they involve multi-stakeholder networks of people in government, business, and NGOs of all sizes who seek a sustainable globalization that works for all. Also see Steve Waddell, *Change for the Audacious: A Doer's Guide. Large Systems Change for a Flourishing Future*. Boston: Networking Action Publishing, 2016. See Chapter 6 on "Creating Societal Change Systems" and Chapter 9 on systems mapping and learning.

Les GANS sont perçus comme une « innovation d'organisation critique », en ce sens qu'ils impliquent des réseaux multipartites de personnes du gouvernement, des entreprises et des ONG de toutes tailles qui cherchent une mondialisation durable fonctionnant pour tous. Voir aussi Steve Waddell, *Changement pour les audacieux : Guide de l'auteur. Les grands systèmes changent pour un avenir florissant*. Boston : Networking Action Publishing, 2016. Voir le chapitre 6 sur la création de systèmes de changement sociétal, et le chapitre 9 sur la cartographie et l'apprentissage des systèmes.

** John Schwartz, « Un accord sur le climat jugé trop faible pour atteindre les objectifs », *The New York Times*, 17 novembre 2016, A12, citant les dernières Perspectives énergétiques mondiales de

l'Agence internationale de l'énergie faisant autorité sur l'accord sur les changements climatiques de 2015 à Paris.

†† Jeffrey D. Sachs, *L'âge du développement durable*, avant-propos de Ban Ki-Moon, New York, Columbia University Press, 2015. Voir en particulier le chapitre sur les frontières planétaires. Voir aussi Simon Nicholson et Sikina Jinnah (dir.), *New Earth Politics : Essais de l'Anthropocène* (voir la revue de Marien dans *Eruditio*, 2:3, avril-mai 2017) (MIT Press, 2016) pour une vue plus large sur « Terre 2.0 ».

†† Michael Bloomberg, « Là où Washington ne fait pas avancer les choses, les villes agiront », *Time*, 26 décembre 2016. Voir aussi Michael Bloomberg, « City Century : Pourquoi les municipalités sont la clé de la lutte contre les changements climatiques », *Affaires étrangères*, septembre-octobre 2015. Aux États-Unis, de nombreux États prennent également l'initiative. Voir « Sur le changement climatique, regardez les États », éditorial du *New York Times*, 26 décembre 2016, A20.

§§ Voir l'Institut mondial de la croissance verte (2010, Seoul, 115 personnes), le Forum mondial sur la croissance verte (2011, Copenhague), et la Plateforme de connaissances sur la croissance verte (2012, 8 personnes), établis par le GGGI, l'OCDE, le PNUE et la Banque mondiale.

¶¶ Petra Kuenkel, *L'art de diriger collectivement : Co-création d'un avenir durable et socialement juste*. White River Junction VT, Chelsea Green Publishing, 2016. Parallèlement à la Révolution nécessaire trop silencieuse, Kuenkel écrit que son livre porte sur le côté collectif « sous-estimé » du leadership - contrairement au paradigme traditionnel du leadership qui ne fait référence qu'aux individus. La plupart des défis de la durabilité exigent le renforcement des capacités des groupes et des systèmes pour faire avancer les questions d'intérêt commun. « Nous ne pouvons pas emprunter la voie de la durabilité en vase clos, nous devons plutôt exploiter l'intelligence collective et la laisser compléter l'expertise individuelle. » (p. 34).